



3^e workshop du projet

SfaxForward

4-5 octobre 2021

MMSH, Aix-en-Provence

Le patrimoine face à la pollution :

Approche multidisciplinaire et comparative de la gestion des pollutions industrielles héritées en Méditerranée

Appel à contributions

Le workshop « Le patrimoine face à la pollution » se veut une approche multidisciplinaire et comparative de la gestion des pollutions industrielles héritées à la lumière des programmes de recherche et/ou de réhabilitation déjà engagés le long de la rive nord (Les Calanques, Fos et la lagune de Berre) et de la rive sud (Golfe de Gabès, mines de phosphate de Gafsa) de la Méditerranée.

Le rôle des déchets miniers et la patrimonialisation des vestiges ont été étudiés dans « L'articulation du passé et du présent » (Bretesché et Ponnet 2013, Fontaine 2016), mais quel futur concevoir pour les sites pollués dont les restes ont disparu, notamment lorsque les terrains d'exploitation ont été rachetés et « remis en valeur » par de nouveaux propriétaires ? Après l'apogée du développement industriel, le déclin brutal des mines a parfois effacé les signes et les traces de ces activités mais pas nécessairement celles des résidus de la production. En effet, le risque minier a été longtemps minoré voire ignoré par les acteurs politiques locaux, sous forme « *d'une négociation silencieuse consistant à détourner le risque* » (Gibout et Zwarterook, 2013 : 139). Le concept de « remise à zéro » et le mythe d'un retour à l'état antérieur, né de l'impossible remonétarisation du territoire abandonné, ont ainsi produit un « espace d'illusion », marqué parfois par une « amnésie volontaire » et l'absence de responsabilité des acteurs (Kohler, 1989 : 343).

Si les pollutions d'hier et d'aujourd'hui génèrent de nouveaux risques à court, moyen et long-terme (géophysiques, technologiques, chimiques, sanitaires, climatiques...), les déchets d'hier seront peut-être les ressources demain comme le furent au XIX^e siècle les scories des mines de plomb romaines ? Comme nous y convie Lafargue, il y a une nécessité d'élargir les formes d'atteintes à l'environnement pour y inclure le préjudice civilisationnel et « envisager non plus un droit de l'environnement, mais un véritable droit du "milieu naturel" » (Lafargue, 2010 : 156 et 159). Comment protéger, réparer, restaurer, réhabiliter les ressources de notre « patrimoine commun »¹ ? Peut-on, dans une perspective systémique, englobant domaine continental et domaine maritime, communautés humaines des régions industrielles et de leur hinterland, populations littorales et écosystèmes marins, imaginer une approche totale et inclusive des effets des pollutions contemporaines ?

¹ Le code de l'environnement français dispose que « Les espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, la qualité de l'air, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent font partie du patrimoine commun de la nation ».



This project has received funding from the European Union's Horizon 2020 research and innovation programme under grant agreement No 857269



Nous faisons l'hypothèse que les associations, institutions et collectifs mobilisés dans les territoires et les temporalités (passé, présent, futur), favorisent la lisibilité des enjeux de pollution, améliorent la prévention des risques et suscitent des formes de résilience chez les populations affectées. Définie comme la production par les « profanes » de connaissances sur les risques environnementaux et technologiques, l'épidémiologie populaire renvoie à la manière dont les habitants rassemblent les données, collaborent avec des experts ou en recrutent, mettent sur pied une organisation et participent aux enquêtes épidémiologiques, parfois sans idée de l'ampleur de leur implication future (Brown, 2010). Les faits, événements, témoignages collectés dans les milieux littoraux, ruraux et urbains expliciteront les modes d'utilisation durable des ressources, mais aussi les doléances et les contestations qui animent les habitants face aux risques dans la longue durée.

Plusieurs questions sous-tendent la réflexion : quels sont les risques et les effets toxiques des pollutions héritées et transmises ? Après renonciation ou lorsque l'exploitant est défaillant envers ses obligations, quel est le rôle de l'Etat responsable de la surveillance des sites pollués, de la prévention des risques et qui peut intervenir en tant que garant de la sécurité publique, notamment en cas de menace grave pour la santé ou l'environnement ? Comment partager « le fardeau des déchets » au cours du temps entre les sphères publique et privée, quand les sols et les écosystèmes marins sont à la fois des milieux vivants et des supports de prérogatives en droit de l'urbanisme, en droit maritime et en droit de l'environnement (Thomas Schellenberger, 2014). Est-ce qu'à travers leurs conduites et pratiques de vie, les habitants supportent différemment les effets des pollutions localisées ? Les inégalités d'exposition aux contaminants redoublent-elles des inégalités de traitement dans la prise en compte des dommages miniers (Christen et Hamman, 2008) ? Dans quelle mesure les associations organisées sur la préservation de l'environnement, favorisent-elles la « production d'une communauté de gestion des risques » (Le Blanc *et al.*, 2009) ?

En complément, nous creuserons la question des inégalités socio-environnementales, au prisme des vulnérabilités et des modes de « résilience des populations affectées » (Larrère, 2017). Seront pris en compte la mémoire des habitants, les techniques, les savoir-faire et les procédés utilisés par les activités extractivistes, les dommages écologiques et les atteintes sanitaires, les préjudices individuel et collectif, la remédiation des milieux, la patrimonialisation des sites et des cultures productives (archéologique, environnementale, industrielle, halieutique...).

Enfin, le regard des sociologies des mobilisations et de l'environnement invite à appréhender les dynamiques socio-spatiales à l'œuvre face aux atteintes environnementales (configurations d'acteurs conflictuelles ou coopératives, collectifs d'opposition et de contestation, actes de revendication, controverses...) (Gingras 2014) selon une logique d'ancrage social des risques, marqué par un contexte d'anthropisation et d'industrialisation accélérées des territoires côtiers méditerranéens (urbanisation, périurbanisation, littoralisation économique et industrielle, migrations...).

Objets de fortes tensions entre groupes au sein des espaces urbanisés et industrialisés (Centemeri et Daumalin 2015), ces risques environnementaux, comme le rappellent les sociologues allemands Niklas Luhmann et Ulrich Beck (1991, 1992, 2001), découlent de décisions humaines orientées en vue d'opportunités et d'avantages socio-économiques escomptés qui ne considèrent pas ou trop peu les destructions qu'ils induisent et que d'aucuns qualifient de part d'ombre inévitable du progrès.



This project has received funding from the European Union's Horizon 2020 research and innovation programme under grant agreement No 857269



L'analyse des dynamiques sociales (Beuret et Cadoret 2014) portera une attention accrue à la définition des usages, contraintes d'usages et pratiques d'ajustement (Fournier 2012) que les différents acteurs vivant à proximité d'industries à risques sur les territoires concernés – associations, comités divers, résidents, décideurs publics, entreprises... – sont appelés à développer afin de préserver ces territoires fragilisés, alternant entre postures de savoirs profane et expert (Wynne 1986).

L'objectif du workshop vise donc également à documenter un répertoire d'actions de valorisation et d'orientation quant aux usages en cours sur ces espaces fragiles de part et d'autre de la Méditerranée ainsi que des initiatives de réparation et de prise en charge du patrimoine existant (processus de mobilisation et d'engagement collectifs pour la préservation locale de formes de patrimoine distinctes urbain, culturel et/ou naturel).

Ainsi, les propositions de communications pourront intégrer une ou plusieurs des thématiques suivantes :

1. **Activités polluantes** : identification des lieux, des procédés et techniques, des acteurs, socio-spatialisation des lieux de production, histoire des techniques industrielles et des acteurs économiques, prévention des autorités politiques et sanitaires, (in)temporalités des implantations, modalités des procédés d'extraction...
2. **Atteintes socio-environnementales** : caractérisation, altération, prélèvement, détérioration, dénaturation, dégradation, prédation des ressources naturelles (eau, ressources vivantes, air, sol), mesure et graduation des menaces, aléas, risques
3. **Mobilisations, qualifications des dommages et formes des réparations**
4. **Médiation/remédiation** : résilience, réinvention, gestion des déchets, tourisme, emploi, développement local.

Modalités pratiques de soumission :

Les propositions de participation doivent être envoyées avant le **25 juillet 2021** aux deux adresses suivantes : solenn.de-larminat@univ-amu.fr et sfaxforward@gmail.com

Les propositions (en anglais ou en français) doivent contenir les éléments suivants :

- **NOM et prénom** du ou des auteur.e.s ;
- **Fonction/titre, organismes** de rattachement du ou des auteur.e.s ;
- **Adresse** mail et numéro de téléphone du ou des auteur.e.s ;
- **Titre de la communication** ;
- **Résumé** d'environ 300 mots ;
- **5 mots-clés**.

Format : le workshop se déroulera **en ligne** et en **session plénière** (en fonction des conditions sanitaires).



This project has received funding from the European Union's Horizon 2020 research and innovation programme under grant agreement No 857269



Comité scientifique

Fabien BARTOLOTTI (MMSH/Aix-Marseille Université) ; Sophie BOUFFIER (MMSH/Aix-Marseille Université) ; Jean-Charles BRIQUET-LAUGIER (MSHS/Université Côte d'Azur) ; Adel BEN YOUSSEF (MdMSH/Université de Sousse) ; Vincent CHAPAUX (MSH/Université Libre de Bruxelles) ; Nouri CHTOUROU (MdMSH/Université de Sfax) ; Michel BONIFAY (MMSH/CNRS) ; Xavier DAUMALIN (MMSH/Aix-Marseille Université) ; Daniel FAGET (MMSH/Aix-Marseille Université) ; Jean LAGANE (MMSH/Aix-Marseille Université) ; Béatrice MESINI (MMSH/CNRS) ; Salem MOKNI (MdMSH/Université de Sfax) ; Abdellatif MRABET (MdMSH/Université de Sousse) ; Christophe CHARLIER (MSHS/Université Côte d'Azur) ; Cécile VANDERPELEN (MSH/Université Libre de Bruxelles)

Comité d'organisation

Solenn DE LARMINAT (MMSH/Aix-Marseille Université) ; Salma HICHRI MdMSH/Université de Sfax).

Bibliographie indicative :

- BECK U., 1992, *Risk Society: Towards a New Modernity*, London, Sage.
- BECK U., 2001 [1986], *La société du risque : sur la voie d'une autre modernité*, traduit par L. Bernardi, Paris, Flammarion.
- BEURET J.-E. et CADORET A., 2014, « De l'analyse des conflits à l'étude des systèmes conflictuels : l'exemple de conflits environnementaux et territoriaux dans les trois plus grands ports maritimes français (Marseille/Fos, Le Havre, Dunkerque) », *Géographie, Économie, Société*, n°16/2, p. 207-231.
- BOUGHZALA K., JAOUADI A., FATTAH N., BOUZOUITA K. et BEN HASSINE H., 2015, « Traitement et valorisation des rejets de phosphates de Gafsa », *Revue Science des matériaux, Laboratoire LARHYSS*, 4, p. 13-31.
- BRETESCHE S. et PONNET M., 2013, « Le risque environnemental entre oubli et gestion du passé : le cas d'une ancienne mine d'uranium française », *Annales des Mines - Gérer et comprendre*, n° 111, p. 15-24.
- BROWN P., 2010, *Retour sur l'épidémiologie populaire*, Presses des Mines, p. 53-87.
- CENTEMERI L. et DAUMALIN X. (dir.), 2015, *Pollutions industrielles et espaces méditerranéens XVIII^e – XXI^e siècle*, Paris, Karthala/MMSH.
- CHRISTEN G. et HAMMAN P., 2015, *Transition énergétique et inégalités environnementales, énergies renouvelables et implications citoyennes en Alsace*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg.
- EL KATEB A., STALDER C., NEURURER C., PISAPIA, C. et SPEZZAFERI S. 2016, "Correlation between pollution and decline of Scleractinian *Cladocora caespitosa* (Linnaeus, 1758) in the Gulf of Gabes", *Heliyon*, 2: e00195.
- EL KATEB A., STALDER C., NEURURER C., PISAPIA, C. et SPEZZAFERI S. 2018, "Impact of industrial phosphate waste discharge on the marine environment in the Gulf of Gabes (Tunisia)", *PloS one*, 13: e0197731. Public Library of Science San Francisco, CA USA.
- EL ZRELLI R., RABAOUI L., BEN ALAVA M., CASTET S., ZOUITEN C., BEJAOUI N. et COURIAULT-RADÉ P. 2019, "Decadal effects of solid industrial wastes on the coastal environment: Gulf of Gabes (Tunisia, Southern Mediterranean Sea) as an example", *Estuarine, Coastal and Shelf Science*, 224, p. 281–288.



This project has received funding from the European Union's Horizon 2020 research and innovation programme under grant agreement No 857269



- FONTAINE M., 2016, « Visible/invisible : Ce qui reste des mines », *Techniques & Culture*, n° 65-66, p. 74-91.
- FOURNIER P., 2012, *Travailler dans le nucléaire : enquête au cœur d'un site à risques*, Collection « Sociétales », Paris, Armand Colin.
- GIBOUT C. et ZWARTEROOK I., 2013, « Gérer les risques industriels et la pollution dans le Dunkerquois : une double échelle transactionnelle », *De Boeck Supérieur*, « Pensée plurielle », n° 33-34, p. 131 à 148.
- GINGRAS Y. (dir.), 2014, *Controverses. Accords et désaccords en sciences humaines et sociales*, Paris, CNRS Éd.
- KEHLER D., 1989, « Essai d'analyse comparative des politiques de traitement et de reconversion des friches sidérurgiques dans les régions Nord - Pas-de-Calais et Ruhr », *Hommes et Terres du Nord*, n°4, p. 336-345.
- LAFARGUE R., 2010, « Le préjudice civilisationnel pour atteinte à l'environnement. Droit au cadre naturel et réalités socio-culturelles : interdépendances et interdisciplinarité », *Éditions juridiques associées, Droit et société*, n° 74, p. 151 à 169.
- LARRERE C., 2017, *Les inégalités environnementales*, collection « La vie des idées », PUF.
- LE BLANC A., FRERE S., HELLEQUIN A.P., FLANQUART H., GONTHIER F. et CALVO-MENDIETA I., 2009, « Le jeu de la concertation autour des sites Seveso : Une analyse des dispositifs de gouvernance locale dans l'agglomération dunkerquoise », *Vertigo*, hors-série 6, ACFAS, p. 1-6.
- LUHMANN N., 1991, *Soziologie des Risikos*, Berlin, de Gruyter (English translation: *Risk: A Sociological Theory*).
- PARTICIP GmbH, ETI Consulting, 2017, « Etude d'impact de la pollution industrielle sur l'économie de la région de Gabès », Rapport final de la Requête n° 2016/372829/1.
- SHELLENBERGER T. 2014, « Le droit public des utilisations du sous-sol – Réflexions sur le régime juridique des stockages géologiques de déchets », thèse soutenue sous la direction de LAMBERT M.-L., Faculté de droit d'Aix-Marseille Université.
- WYNNE, B., 1992, "Misunderstood Misunderstanding: Social Identities and Public Uptake of Science", *Public Understanding of Science*, 1, p. 291-304.
- ZAOUALI J., 1993. Les peuplements benthiques de la petite Syrte, golfe de Gabès-Tunisie. Résultats de la campagne de prospection du mois de juillet 1990. *Mar. Life*, 3 : 47–60.

Voir également :

Le numéro spécial de *Rives méditerranéennes* : <https://journals.openedition.org/rives/7680>

Le webdocumentaire : [Fos / étang de Berre. 200 ans d'histoire industrielle et environnementale](#)

Le Projet FOS EPSEAL : <https://centrenorbortelias.cnrs.fr/programmes-de-recherche/fos-epseal/>

Pour toute information complémentaire sur le workshop, vous pouvez contacter :
Solenn de Larminat (solenn.de-larminat@univ-amu.fr) ou Salma Hichri (sfaxforward@univ-amu.fr)

Pour toute information complémentaire concernant le projet SfaxForward :
<https://sfaxforward.eu/>

N'hésitez pas à nous suivre via notre page Facebook [SfaxForward](#) et notre compte Twitter.



This project has received funding from the European Union's Horizon 2020 research and innovation programme under grant agreement No 857269

